

#### REPUBLIQUE FRANCAISE

## MAIRIE DE CHAMBERY

Département de la Savoie

#### DECISION DU MAIRE N° DDM-2023-125

En application des articles L. 2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales

DECISION D'ESTER EN JUSTICE, CONTENTIEUX DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE - JOAO MOREIRA PINTO C/ COMMUNE DE CHAMBERY, DOSSIER N° 23014123

Pour défendre les intérêts de la Ville devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant, dans le cadre du dossier N°23014123

#### **EN CONSEQUENCE:**

Le Maire de la Ville de CHAMBERY,

Vu les articles L.2122-22, alinéa 16 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°DCM-2020-117 du 17 juillet 2020 relative aux délégations du conseil municipal au maire,

Vu les délibérations annuelles relatives à la dette et les emprunts,

Vu la requête déposée par Monsieur MOREIRA PINTO Joao devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant,

Considérant qu'un Forfait Post-Stationnement a été émis à l'encontre de Monsieur MOREIRA PINTO Joao pour absence de paiement du stationnement

#### DECIDE:

#### ARTICLE 1er:

La commune de Chambéry se défendra seule et défendra ses intérêts dans l'instance susmentionnée.

#### ARTICLE 2°:

La présente décision peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de son affichage ou de sa publication en déposant un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site <a href="www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>

Dans ce même délai, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire (par lettre avec Accusé Réception). Cette démarche suspend le délai de recours contentieux. Toutefois, ce recours gracieux n'est pas suspensif de la présente décision et le silence de l'autorité territoriale gardé pendant deux mois à compter de la réception de cette demande vaut rejet de celle-ci.

### ARTICLE 3°:

La présente décision valant délibération sera soumise aux formalités prévues à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.

Fait à Chambéry,

Signature numérique le : 22/05/2023 Par : Thierry Repentin

Maire

# Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Décision Classique

Numéro attribué à l'acte : DDM-2023-125

Objet de l'acte : DECISION D'ESTER EN JUSTICE, CONTENTIEUX DU STATIONNEMENT

PAYANT SUR VOIRIE - JOAO MOREIRA PINTO C/ COMMUNE DE

CHAMBERY, DOSSIER N° 23014123

Thème Préfecture : 5 - Institutions et vie politique 8 - Decision d ester en justice

Date de l'acte: 22 mai 2023

Annexe(s):

Identifiant de télétransmission: 073-217300656-20230522-lmc1H29497H1-AR

Identifiant unique de l'acte : lmc1H29497H1

Date de transmission en Préfecture : 23 mai 2023

Date de réception en Préfecture : 23 mai 2023

Publication: du 23 mai 2023 au 24 juillet 2023